Comptes rendus

Knibiehler Yvonne - *La révolution maternelle depuis 1945. Femmes, maternité, citoyenneté*. (1997). Paris. Perrin. 370 p.

Yvonne Knibielher a écrit depuis 1980 pas moins de six livres d'histoire des femmes, dont *Nous, les assistantes sociales, naissance d'une profession* [1] et *Les femmes et les médecins* [2] (tous deux en collaboration avec Catherine Fouquet) ainsi que : *Les pères aussi ont une histoire* [3]. Son dernier ouvrage est à la fois une suite de son *Histoire des mères* [4] et une réflexion sur les liens problématiques entre maternité et citoyenneté.

Pour l'auteure, « *la philosophie des lumières et les mœurs bourgeoises* » - et non l'industrialisation ou, selon Alisa Del Re [5], les besoins du développement capitaliste - avaient imposé l'opposition entre production rémunérée et reproduction gratuite enfermant les femmes dans les foyers ; mais depuis 1945 la maternité se conjugue de nouveau avec une activité publique. Les Françaises auraient vécu leurs maternités de façon différente : la génération du *baby-boom* sur le mode du consentement, leurs filles sur celui du refus de la maternité organisée par les hommes et enfin leurs petites-filles sur le mode du désir d'un enfant à tout prix.

Yvonne Knibiehler voit dans le *baby-boom* une expression importante de la citoyenneté féminine, en réponse à l'obtention du droit de vote et à la reconnaissance du travail maternel et ménager par les allocations familiales et l'allocation de salaire unique. Ces prestations seraient un succès éclatant des féministes qui toutes auraient demandé des droits spécifiques, en opposition aux féministes anglo-saxonnes prônant l'égalité des droits. Or elles sont souvent présentées comme une réussite du mouvement nataliste et familial qui désire sauvegarder le modèle de

---

[1] Aubier-Montaigne. 1980.

[2] Paris. Hachette. 1983.

[3] Paris. Hachette. 1987.

[4] Montalba. 1980.

[5] Alisa Del Re (1993). *Les femmes et l'État-providence. Les politiques sociales en France dans les années 1930*. Paris. L'Harmattan. p. 11. Cette auteure est une des rares à manquer dans la bibliographie de Knibiehler.

l'homme pourvoyeur et de la femme au foyer [1].

La notion de consentement est ici, comme souvent [2], difficile à manier : en effet, si Knibiehler rappelle que les Françaises n'étaient pas libres de maîtriser leur fécondité (à l'opposé des Suédoises ou des Anglaises), elle ne cite pas les résultats des enquêtes de fécondité montrant que 20 % des enfants nés des générations 1933-37 qui accouchèrent pendant le *baby-boom* (taux de fécondité 2,5) n'étaient pas désirés [3], ce qui minimise quelque peu la thèse du sursaut nataliste citoyen, même s'il y eut une réelle augmentation du désir de fécondité. Encore faut-il se méfier de la comparaison avec les générations précédentes, certes très peu fécondes, puisqu'une femme sur cinq n'a pas eu d'enfant, ce qui est imputable en partie à une volonté de contrôle de la fécondité. Mais c'est aussi une conséquence de la guerre de 1914-18 (importance du célibat féminin, expansion de la syphilis) tout comme de la dépression économique des années trente.

Les apôtres de ce consentement ont été l'Union féminine civique et sociale, démocrate-chrétienne, qui défend les prérogatives du chef de famille masculin et le temps partiel tout en s'opposant au développement des crèches, et l'Union des femmes françaises, communiste. Qualifier cette dernière de maternaliste n'est pas totalement faux, puisque ses militantes s'occupèrent d'organiser les mères populaires en ce qui concerne le ravitaillement ou le logement et refusèrent la contraception, mais dans un tout autre sens que l'UFCS, car elles demandaient la collectivisation des tâches ménagères pour abolir le « bagne domestique ». Cette époque se caractérise aussi par l'emprise médicale sur la naissance (l'accouchement à domicile passe ainsi de 47 % en 1952 à 15 % en 1962) et par un certain mépris pour les parturientes, plus mal traitées que les vaches selon un obstétricien. Les assistantes sociales se multiplient et jouent un rôle d'intermédiaire culturel, les « psy » diffusent leur pensée qui présente souvent les mères comme

---

[1] Thibault M.-N. (1986). « Politique familiale, politique d'emploi « *Nouvelles questions féministes*, n°14-15, hiv. p. 147-161. Quine E. - « Fathers of the nation. French pronatalism during the third the Republic » *Population Politics in 20th Century*. London. Routledge.

[2] Mathieu N.-C. (1991). *L'anatomie politique*. Paris. Côté-femmes. p. 131-225.

[3] Léridon *et alii*. (1987). *La seconde révolution contraceptive. La régulation des naissances en France de 1950 à 1985*. Travaux et documents n° 117, INED/PUF, p. 273.

malfaisantes et pourtant indispensables.

La génération qui suit ne refuse pas d'enfanter mais refuse la fonction maternelle gouvernée par des hommes au service de l'espèce et de l'État-nation. La « génération du refus » revendique la liberté d'expression, notamment dans l'émission de Ménie Grégoire, et le droit à la contraception et à l'avortement. Un chapitre est consacré à la dénonciation du patriarcat par des théoriciennes (Andrée Michel, Nicole-Claude Mathieu, Paola Tabet, Christine Delphy, Christiane Olivier, Luce Irigaray, par exemple) et à leurs concepts fondamentaux, notamment à la mise en évidence de l'importance économique du travail domestique. La présentation est claire, bien que l'apport du marxisme soit occulté au profit de celui de Foucault, pourtant moins sensible. Il faut être reconnaissante à Knibiehler de citer les chercheuses qui ont renouvelé la sociologie, l'économie, l'anthropologie et la psychanalyse, mais dont l'apport est souvent occulté. C'est aussi à cette époque que la législation élimine enfin les discriminations les plus évidentes du code civil et où, paradoxalement, la politique familiale devient surtout un élément de la politique sociale, sans plus reconnaître la valeur économique du travail domestique. Le pouvoir du père diminue sans que celui de la mère augmente d'autant, ce sont surtout ses responsabilités qui s'accroissent [1].

La génération suivante serait celle du désir d'enfant, même à tout prix, dont les premières années sont vécues dans l'euphorie, même si les mères demandent une plus grande implication des pères et se reposent en partie sur les assistantes maternelles. Pour les immigrées, la maternité reste un destin et pour les jeunes filles sans devenir social une planche de salut. Knibiehler estime qu'il faudrait plutôt leur permettre une séparation constructive que tout faire pour qu'elles gardent l'enfant. Certaines affirmations paraissent discutables. Ainsi, les nouvelles techniques de reproduction ne sont demandées que par les « *victimes de la société contraceptive* » (p. 260) : il y a toujours eu des couples stériles. Il n'est pas sûr que la dépression *post-partum* devienne plus fréquente (p. 272), on dit généralement le contraire, du fait d'une appropriation moindre de l'accouchement par les médecins et d'une plus grande implication des pères. Il n'y a pas plus de naissances chez les adolescentes dans le monde (p.

[1] Comme le notait déjà le beau livre d'Odile Dhavernas (1977). *Droits des femmes, pouvoirs des hommes*. Paris. Seuil, malheureusement non cité.

281), leur diminution est seulement moindre par rapport aux autres tranches d'âge et certains pays, tels les Pays-Bas ou la Suède, sont très peu touchés par ce phénomène, grâce à une politique d'éducation sexuelle. Les femmes sont peut-être plus souvent responsables de la maltraitance (p. 286), mais ce n'est plus le cas si l'on tient compte du temps passé avec les enfants.

Cette opposition des différentes générations de femmes ne convainc guère, car elle généralise excessivement les expériences des femmes, en oubliant les différences sociales et géographiques. Ainsi, à lire le chapitre sur la génération du refus, on a l'impression que toutes les femmes étaient féministes, ce qui n'était pas le cas. Cette présentation est particulièrement arbitraire pour la « génération du désir » : fille et petite-fille des générations précédentes, elle devrait avoir 20-25 ans aujourd'hui, alors que l'âge moyen à la maternité est de 27 ans et que ce retard fait redouter aux démographes une augmentation du nombre de femmes sans enfant. D'ailleurs, l'auteure introduit dans ce chapitre « les maternités tardives » qui sont plutôt celles de « la génération du refus ». Rien n'est évoqué des positions sociales féminines, ni même de leurs choix reproductifs : combien ont 0, 1, ou 5 enfants ? Il aurait été plus juste de parler de discours différents selon les époques et d'essayer de comparer l'évolution de ces discours à celle de la réalité, nécessairement plus lente et plus complexe. Par ailleurs, la révolte collective des filles contre les mères expliquerait les différences entre générations. Mais ne peut-on voir plutôt une continuité entre les mères soumises à des maternités qu'elles n'ont pas souhaitées et poussant leurs filles à faire des études parce qu'elles se sont ennuyées dans leurs foyers ? Derrière la rébellion apparente, il y a bien des fidélités cachées. De plus, les contextes d'emploi et les politiques publiques ont joué un rôle sans doute décisif dans les possibilités, y compris de rébellion, offertes aux femmes.

En ce qui concerne la citoyenneté, l'auteure postule dès l'introduction : « *L'émancipation des femmes ne peut se faire, ni contre la maternité, ni sans elle* » (p. 12), et elle développera l'idée que c'est l'oubli de la maternité qui explique l'exclusion actuelle des femmes de l'ordre politique. Elle se demande ensuite « *dans quelle mesure la fonction maternelle organise ou conditionne la citoyenneté des femmes* ? » Pour conclure qu'aujourd'hui : « *Il y a encore une sorte d'antinomie entre la femme individu à part entière et la mère*

qui reste d'abord au service de ses enfants » (p. 323). La fraternité marque ses limites alors que les prestations traitent la maternité comme une espèce de pauvreté et ne remboursent même pas les pilules les plus récentes. La liberté s'éloigne lorsque le travail à temps partiel se développe pour les seules femmes et que les métiers féminins sont dévalorisés. L'égalité n'existera que lorsque « *les droits du sujet sexué seront reconnus comme aussi imprescriptibles que ceux du sujet* rationnel ».

L'exemple scandinave montre, selon l'auteure, que la parité produit de l'égalité à partir de la différence et, en réhabilitant la parentalité, efface le handicap originel des mères. Tout en étant d'accord sur le fond, on peut regretter que la notion de citoyenneté ne soit pas définie et explicitée [1], de même que l'affirmation selon laquelle la maternité serait de plus en plus considérée comme un élément essentiel du lien social et de la citoyenneté (p. 348).

Au total, cet ouvrage apporte une contribution argumentée et agréable à lire, bien que trop globalisante, sur un sujet négligé par la recherche, malgré son importance tant existentielle que sociale. La bibliographie, en bas de page, mais facilement retrouvable, grâce à l'index des noms propres, est impressionnante.

Arlette Gautier
Université de Paris X

Nancy Folbre - *De la différence des sexes en économie politique.*

(1997). Traduit de l'américain par E. Oschs avec la collaboration de L. Cohen. Les Éditions Des femmes. Paris. 240 p.

L'ouvrage est un recueil de cinq textes publiés aux États-Unis - à une exception près - dans lesquels on retrouve les thèmes chers à la pensée de l'auteure. L'ouvrage de N. Folbre jette un regard original et critique sur la manière dont les analyses économiques traditionnelles, marxistes ou néoclassiques, micro ou macro-économiques, appréhendent les différences économiques entre hommes et femmes.

Tout d'abord, ses textes insistent sur l'excessive neutralité de ces analyses à l'égard du sexe, qui débouche sur une perception déformée et une compréhension incomplète de phénomènes économiques aussi importants que le

[1] À la différence du livre édité par Del Re A. et Heinen J. (1996). *Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise de l'État-providence et de la représentation poltique en Europe*. Paris. L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme. 320 p.

développement, la croissance, la natalité ou l'État-providence.

Généralement, les analyses économiques traditionnelles ignorent les « structures de contrainte patriarcales », c'est-à-dire l'ensemble des facteurs institutionnels (lois, contrats implicites ou explicites, normes sociales) qui génère des inégalités économiques entre hommes et femmes, en prescrivant ou en subventionnant la conformité aux rôles sexuels traditionnels. Cet aspect des textes de l'auteure, bien documenté, est particulièrement intéressant. D'une part, il montre que les structures de contrainte patriarcales n'ont pas disparu mais se sont transformées, parfois en s'affaiblissant. Et d'autre part, il insiste sur l'influence qu'exercent ces structures sur la compréhension de l'économie. Par exemple, N. Folbre pointe clairement le rôle des structures de contrainte patriarcales dans la relation entre développement économique et baisse de la fécondité. Ces structures répartissent inégalitairement les coûts croissants de l'éducation des enfants. En effet, les coûts d'opportunité du temps consacré aux enfants s'accroissent à mesure que les exigences de formation et d'expérience professionnelle s'élèvent. Et bien que l'éducation devienne plus coûteuse pour les deux parents, elle le devient encore plus pour les femmes qui supportent l'essentiel de ces coûts d'opportunité.

Les hypothèses proposées par l'ouvrage séduisent par la cohérence et la pertinence de l'argumentation théorique. Mais elles demandent souvent à être évaluées empiriquement, qu'il s'agisse d'une corrélation entre les politiques familiales et l'état de la division du travail dans les ménages, ou encore entre la répartition du coût des enfants et la fécondité.

L'ouvrage ne se contente pas de rappeler que les analyses économiques n'accordent guère d'attention aux structures de contrainte patriarcales, il propose aussi de réfléchir au cadre théorique qui pourrait permettre de les intégrer. N. Folbre propose d'inscrire cette réflexion dans les termes de la nouvelle économie institutionnaliste. Dans celle-ci, les institutions (lois, normes, préférences, ...) sont destinées à résoudre des problèmes de coordination et subissent l'influence de coalitions fondées, entre autres, sur le sexe et qui sont en quête de « rentes ». L'auteure pose les jalons de ce nouveau cadre théorique. Elle montre bien l'ensemble des institutions (droits de propriété, dispositifs de protection sociale, structures d'incitation) qui

répartissent les ressources de façon inégalitaire selon le sexe. Mais à l'exception de l'action politique, l'auteure définit peu les capacités d'actions des agents et ne décrit pas vraiment les dynamiques d'apparition de ces institutions alors que la compréhension de celles-ci semble être une étape nécessaire pour la prescription de politiques non discriminatoires. Il va sans dire que cela dépasse le cadre de l'ouvrage de N. Folbre et montre simplement que celui-ci ouvre de nouvelles et stimulantes pistes de recherche pour les économistes.

Anne Bustreel
CLERSE/IFRESI
Université de Lille I

Nira Yuval-Davis - *Gender & Nation.*

(1997). London. Thousand Oaks. New Delhi. Sage.

Ce livre analyse la façon dont les relations de genre influencent, et sont influencées par les projets nationalistes. S'il est centré sur les positions des femmes, les hommes et la masculinité se trouvent aussi au cœur de la réflexion dans la mesure où le genre est, pour l'auteure, une catégorie relationnelle.

Les femmes ont toujours été exclues des théorisations de l'État, puisqu'elles appartiennent, dit-on, à la sphère privée, or ce sont les femmes - et pas (seulement ?) la bureaucratie et l'élite - qui reproduisent les nations, biologiquement, culturellement et symboliquement. Le but de ce livre est donc de développer une analyse sexuée des nations et des nationalismes en examinant systématiquement la part importante des relations de genre dans les projets nationalistes (qui ne recouvrent pas l'État-nation). Les femmes constituent une catégorie construite à travers l'histoire et le discours en articulation avec les autres rapports sociaux d'où la production de différences entre les femmes et l'une des plus importantes est leur appartenance à des collectivités nationales et ethniques. Chaque projet nationaliste, l'auteure en distingue trois, selon qu'il se définit par une origine, une culture ou un droit de citoyenneté, a son propre « *régime de genre* » selon l'expression de Connell.

L'exploration des différentes intersections entre genre et nation constitue les principaux chapitres du livre. D'abord la reproduction biologique qui donne un rôle central aux femmes et les divers discours, comme les politiques adoptées, ont un grand impact sur leur vie : les droits reproductifs des femmes ne sont pas individuels

mais sont dépendants, étant donné les structures de domination, du contexte social et politique. Si ces droits font partie des luttes d'émancipation des femmes, ils sont aussi liés aux processus de démocratisation de la société qui doit tenir compte des formes identitaires multidimensionnelles de la société.

N. Yuval-Davis développe longuement, l'aspect culturel des discours qui construisent les nationalités ou les collectivités ethniques. En se référant à de nombreux textes, elle analyse en quels termes complexes, voire paradoxaux, se pose le débat actuel autour des enjeux culturels sur le plan théorique et politique. Toutes ces constructions, hégémoniques ou minoritaires, ces collectivités territorialisées ou « imaginées » accordent une place centrale aux relations de genre et à la sexualité, c'est-à-dire aux formes de contrôle des femmes par les hommes comme aux représentations symboliques forgées sur la base de leurs corps reproducteurs.

La reconnaissance de possibles multi-appartenances conduit à problématiser la notion de citoyenneté que l'on ne peut plus réduire à sa définition libérale de lien entre les individus (égaux entre eux) et l'État, ou à sa définition « communitariste » qui accorde le statut de citoyen aux membres à part entière d'une communauté, communauté pensée comme une unité donnée « naturelle ». L'auteure critique l'homogénéité contenue dans la conception de T. H. Marshall et lui oppose une construction aux limites variables traversée par des positionnements multiples (*multi -tier construction of citizenship*). Là encore, elle introduit dans le débat la pensée de nombreux auteurs et, bien entendu, les points de vue féministes, qui ont contribué au développement d'une théorie de la citoyenneté.

La construction de la féminité, en liaison avec la notion de culture, est souvent utilisée comme une ressource dans de nombreux projets nationaux et ethniques mais les femmes, pas plus que les hommes, ne sont construites de façon homogène dans une société donnée, l'interface des divisons de genre et des autres divisions sociales produisant des positions différentielles. Comment le féminisme se situe-t-il face à ces différences ? Le développement des théories post-modernistes déconstructivistes et du féminisme noir avec sa mise en question de l'ethnocentrisme a favorisé l'émergence d'une version féministe du multiculturalisme, qui est problématique puisqu'elle tend à essentialiser les différences. L'auteure, pour sa part,

reprend la notion italienne de *transversalisme* comme alternative à la dichotomie universalisme/relativisme. Dans cette politique transversale opposée à la politique identitaire, l'unité et l'homogénéité sont remplacées par des dialogues reconnaissant et la position spécifique de chaque participant et l'état de « savoir inachevé » ; l'alliance idéologique fait place à des coalitions sur un objectif à atteindre. L'on peut comprendre que la tentative de construire les positions spécifiques transversales soit une stratégie de dépassement de la perception globa-lisante de l'« autre », permettant ainsi le dialogue et la solidarité entre celles qui reconnaissent la compatibilité de certaines de leurs valeurs, de certains de leurs objectifs ; mais c'est aussi choisir de ne pas tenir en compte les éléments durs des contradictions entre femmes.

Le livre s'achève sur une très importante bibliographie qui traduit l'effort de l'auteure de faire sur chaque point étudié une sorte d'état de la question. À part quelques mentions d'ouvrages de théorie générale comme ceux de Foucault ou de Balibar, les références françaises sont pratiquement inexistantes... Mais existent-elles ?

Voir aussi sur le même sujet : « Links accross differences : gender, ethnicity and nationalism ». *Women's Studies International Forum* 19 (1/2) janv.-avril 1996. Ce numéro spécial porte aussi sur la façon dont le genre croise les questions de l'ethnicité et du nationalisme. Par le nombre de cas étudiés, généralement dans des pays perçus comme périphériques (Catalogne, Azerbaïdjan, Corée du Sud, Finlande, etc.), il offre une perspective comparative sur la façon dont fonctionne à travers le temps, l'espace et les différentes cultures le « contrat de genre ».

Hélène Le Doaré
GEDISST - CNRS

Catherine Bidou Zachariasen - *Proust Sociologue*
(1997) Paris. Descartes & Cie. [1]

[1] Les *Cahiers du Gedisst* remercient l'auteure du compte rendu et la revue *Acsèse, Le monde littéraire et politique* (Bruxelles), de les avoir autorisés à reproduire ce texte.

Dans une forte formule de *Proust et les signes* Deleuze avait désigné Charlus comme le maître du logos. C. Bidou-Zachariasen s'en est souvenue pour l'utiliser comme « fil rouge » - avec Odette, Madame Verdurin et la princesse de Guermantes - d'un essai qui apparaît comme l'un des plus originaux et les plus éclairants écrits sur Proust depuis plusieurs années (la concurrence est vaste dans la « critique proustienne » !) : elle se propose de voir en Proust un « disciple » (virtuel) de Guillaume de Tarde et de Durkheim - en somme de lire dans la *Recherche* une inestimable étude sociologique. Un *Discours de la méthode* de la société « bourgeoise ».

Il n'est pas difficile de la suivre, tant sa démarche « coïncide » avec l'évolution des personnages, avec le renversement des valeurs et des pouvoirs qu'elle voit à l'œuvre et dont elle fait le moteur même de l'œuvre. « De la maison aristocratique au salon bourgeois », de la pseudo « supériorité naturelle » des aristocrates à leur évincement par la bourgeoisie « moderne », l'au-teur nous guide dans les arcanes de l'intuition proustienne à travers une « grille » inattendue : cherchant à échapper à leur milieu, aux valeurs provinciales, tentant de trouver une place dans le « pouvoir symbolique » réservé aux aristocrates (et aux hommes ?), les bourgeoises utilisent la culture comme une arme et la « modernité » comme un « passe-partout », - la culture, la « faille » de l'aristocratie (elle est le « savoir infus »... et ne se rend pas compte des évolutions de la science, de l'art ; de la musique, du changement des codes socio-culturels !) - pour créer de nouveaux « circuits » de pouvoir, de nouvelles et de nouveaux « modes ».

Si Oriane de Guermantes fréquente le « salon » des Verdurins, ce n'est pas seulement par défi envers son « milieu » ou pour suivre Swann - mais parce qu'elle est l'une des seules à deviner l'importance de la « mutation » en cours... Le narrateur, au théâtre, la perçoit comme une divinité régnant discrètement, de sa loge, sur des bourgeois vulgaires - mais elle descendra de son « trône » pour l'inviter à dîner, perdant au même instant son aura, son irréalité...

Charlus - qui fait partie de la « famille » aristocratique et se mêle, pour ces raisons, au monde bourgeois - propose d'emblée son aide au narrateur : là encore, Proust charge la rencontre d'un poids symbolique considérable : le dialogue se noue autour de l'« Affaire Dreyfus »...

Pour Charlus, les juifs ne sont pas français et ne sauraient *trahir que* la Judée - son « monde » tourne autour de l'identification et du narcissisme. C'est pourtant à lui que Proust fait dire que... *L'affaire détruit la société* : mais il ne sait pas, ne voit pas que c'est sa société - comme lui-même - qui se détruit elle-même, incapable de générer des valeurs ou de se conduire avec humanité ! Avec Charlus, le « féminin » est le pivot même des transformations radicales de la société française, au même titre que les figures des femmes qui vont passer d'un « côté » à l'autre, d'un monde à l'autre, d'un siècle à l'autre. C. Bidou-Zachariasen constate qu'on est loin, avec Proust, de l'idée reçue de la femme du XIXe siècle soumise et effacée... Ces femmes vont, selon l'auteure, non pas « mimer » la société aristocratique, mais la « miner », de l'extérieur, en dynamitant les « valeurs » qui la fondaient, qui l'instauraient comme « phallus » du discours social, comme producteur du « logos » parachevant, sur le plan symbolique ce que la Révolution française avait réalisé sur le plan historique : le renversement bourgeois de l'injustice au profit de la « force tranquille » du refoulement délétère et de l'horreur économique.

Alain Suied [1]

Evelyne Tardy, Manon Tremblay, Ginette Legault - *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale*.
(1997). Montréal. Liber.

Dans maires et mairesses, les auteures nous brossent un portrait de la participation des femmes dans la politique municipale au Québec. Il s'agit d'une œuvre intéressante et bien documentée qui montre que les femmes québécoises sont loin d'avoir une place égalitaire dans la politique. En effet, sur les mille quatre cents municipalités, moins de 10 % sont dirigées par des femmes. Cette réalité contraste avec l'image véhiculée au Québec par les médias où les mairesses sont souvent à la une. Ce livre nous aide à percer cette fausse image et à mieux connaître les maires et mairesses du Québec.

Les résultats présentés, dans les deux chapitres qui forment ce livre, reposent sur une enquête par questionnaire envoyé par la poste à 415 maires et mairesses du Québec (taux de réponse de 81 % - 88 mairesses et 249 maires), associée à une série d'entretiens (n = 70).

Dans le premier chapitre, il est question des différences de genre et

[1] Alain Suied est poète et vient de publier *Le pays perdu*. Paris. Arsuyen. (1997).

de la carrière en politique municipale sous divers angles, l'élection, le style de *leadership*, les priorités d'actions, etc. Les auteures commencent ce chapitre en présentant un bref historique de la participation et de la lutte des femmes dans la politique municipale. En 1953, la première mairesse, Elsie May Thacker, a été élue et elle restera à son poste jusqu'en 1971. Pourtant, ce n'est qu'en 1968 que toutes les Québécoises, c'est-à-dire, celles qui ont droit de citoyenneté, ont pu voter aux élections municipales ! Dans ce chapitre, encore, les auteures nous montrent les différences existant entre le cheminement politique des maires, qui passent souvent par les organisations à caractère économique et celui des mairesses, qui, très souvent, proviennent d'organisations bénévoles, d'organismes communautaires, de comités d'école (11 % seulement ont milité dans de organisations à caractère économique).

Le deuxième chapitre explore les différentes formes de discrimination dont souffrent les femmes dans la vie municipale et les perceptions qu'en ont les hommes et les femmes qui sont entrés en politique. À la fin de ce chapitre, les auteures s'intéressent à la représentation politique et à l'existence, ou non, d'une certaine « conscience de genre » parmi les mairesses. Ce point est important car l'expérience anglaise avec Margaret Thatcher a bien démontré qu'il ne suffisait pas d'avoir une femme au pouvoir pour que soient créées les conditions du changement. Et c'est aussi une dimension préoccupante puisque la majorité des mairesses « *n'endossent pas l'idée d'entretenir un lien privilégié avec les autres femmes dans la population* » (p. 97).

La conclusion dessine le portrait de la mairesse type qui fait apparaître deux profils atypiques : le profil H, qui regroupe les mairesses qui ne s'identifient pas aux femmes et qui nient, d'une certaine manière, l'existence des iné-galités de genre ; et le profil F, qui est celui des mairesses qui se montrent solidaires des femmes dans leurs luttes quotidiennes pour l'égalité.

C'est un livre bien documenté et intéressant à lire, mais on peut lui reprocher d'accorder trop d'espace à l'analyse quantitative. Avec les données recueillies, il était possible d'attribuer une part plus grande aux analyses qualitatives et à d'autres dimensions de la vie municipale, d'analyser par exemple les stratégies mises en œuvre par les femmes pour faire face aux discriminations qu'elles subissent dans la vie politique, pour répondre aux attaques dont elles sont l'objet

dans les campagnes électorales, pour contrecarrer les attitudes de méfiance suscitées par les décisions qu'elles prennent. En fait, le principal défaut de ce livre est son caractère succinct : lorsque l'on arrive à la dernière page, on en veut plus !

Angelo Soares
Montréal